

**SYRIE
GENÈVE 2**

Construire une alternative de paix (lire p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair. NAKARA@vallee-de-la-marne.com

CONSEIL NATIONAL DU PCF

Un appel aux électeurs de gauche qui ne se résignent pas au social-libéralisme

**6 février, manifestation
pour dire NON au
pacte Hollande/Medef**



Le Conseil national du PCF s'est réuni le 23 janvier afin de décider de la feuille de route du PCF pour les prochaines semaines. Outre la campagne des élections municipales et européennes, il a décidé de donner un nouvel élan à son intervention sur le coût du capital et la justice fiscale. Face au pacte de responsabilité décidé par François Hollande, le secrétaire national du PCF a lancé un appel aux hommes et femmes de gauche afin de construire ensemble un pacte de solidarité et de progrès social. ★ (lire p. 2)

SERVEZ-VOUS — www.pcf.fr —

Tract de la semaine



IVG



**Allocations
familiales**

INTERNET — www.pcf.fr —

**Conseil national
du PCF.**

**Le rapport de
Pierre Laurent
et la discussion**

**Le Conseil
national adopte
le budget**

(lire p. 3)

**MUNICIPALES
Ce qui a changé dans
la loi. L'importance
des conseillers
communaux**

(lire p. 4)

Des communistes très mobilisés

Le dernier Conseil national du PCF avait un ordre du jour chargé. Le rapport de Pierre Laurent et la discussion ont porté sur les orientations de la politique du pouvoir et sur les axes de bataille des prochains mois. La question des finances a été abordée (voir le texte de J.-L. Le Moing). Entretien avec Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national, sur cette session.

Communistes **COMMENT LA RÉUNION A CARACTÉRISÉ LA POLITIQUE DU POUVOIR ?**
ISABELLE DE ALMEIDA : Le Président veut imposer un pacte de responsabilité – plutôt d'irresponsabilité, comme nous l'avons qualifié, il veut avancer plus vite et plus fort, dans une même direction : baisse des revenus salariaux, avec la suppression des cotisations sociales, de 35 milliards d'euros, diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, baisse drastique de 53 milliards d'euros des dépenses publiques pour les trois années à venir. François Hollande a choisi son camp : celui du Medef, de l'austérité, de la flexibilité, de la soi-disant compétitivité. Il s'agit bien d'un compromis historique entre le Medef et le gouvernement, dont l'objectif est clair : augmenter les marges, les profits, au détriment des salaires, de la protection sociale et des services publics. Ce pacte va plutôt encourager la déresponsabilisation sociale et publique des entreprises et il coûtera cher au monde du travail et aux finances publiques. Ce pacte n'est en rien une politique de gauche, pas plus que les réformes institutionnelles projetées. Comme on le voit en Europe, tous les gouvernements qui veulent imposer leurs politiques d'austérité affaiblissent la démocratie, concentrent les pouvoirs. C'est cela qui inspire François Hollande ; il le dit haut et fort maintenant. C'est la ligne qu'il veut imposer à son parti, à la gauche française tout entière, pousser au renoncement à toute ambition de transformation sociale. Il utilise son mandat pour arriver à ses fins, vanter les exemples de grandes coalitions en Europe, et aller vers la construction d'une nouvelle majorité politique déglagée de la gauche, majorité qu'il n'a pas actuellement.

Communistes **LE CN A DÉFINI PLUSIEURS AXES DE BATAILLE. PEUX-TU LES RAPPELER ?**
I. D. A. : Le premier axe concerne le pacte de responsabilité. Nous voulons relever le défi, expliquer concrètement aux salariés, aux forces progressistes en quoi c'est un pacte de dupes. Les 100 milliards que revendique le Medef seront bien pris dans la poche des salariés. On a lancé un appel à toutes les forces de gauche : il faut maintenant être sur les solutions pour sortir de l'austérité, se mobiliser, se rencontrer, poser des jalons en vue d'une alternative à gauche. On va parallèlement continuer notre campagne de vérité autour du « coût du capital », se battre pour le service public, contre les licenciements boursiers avec notre proposition de loi, pour la protection sociale dans son ensemble si lourdement attaquée. On entend également lancer une grande offensive sur la fiscalité. Ce travail est bien engagé, on va vers des états généraux en juin, c'est un travail ouvert à tous. On veut mener aussi une grande offensive sur les droits des femmes ; on voit bien que remontent, en Europe, des forces réactionnaires pour remettre en cause ces droits, notamment le droit à l'avortement. Même si on a obtenu quelques avancées sur cette question en France, pour autant la loi sur l'égalité homme/femme ne va pas au bout de ce qu'il faudrait faire. Le 1^{er} février une manifestation est programmée sur cet enjeu. Autre axe : la question des institutions. Le Président a décidé d'engager de nouvelles réformes institutionnelles qui, comme les réformes passées, visent à éloigner les citoyens des lieux de décision, retirer aux élus locaux leurs pouvoirs de décision. Nous disons qu'avant tout changement institutionnel, il faut passer par la voie démocratique et par référendum.



Communistes **LE CN A ÉVOQUÉ LES MUNICIPALES.**
I. D. A. : Nous sommes maintenant en campagne. Les choix ont été faits, avec des situations locales diversifiées. Les communistes ont pris en considération les enjeux locaux, les types de rassemblement appropriés pour pousser les projets progressistes dans leurs communes. Les chiffres sont connus sur les localités où nous menons la bataille dans le cadre du Front de gauche, là où nous rassemblons l'ensemble de la gauche avec le PS. Dans tous les cas, on a tous une même ambition, c'est-à-dire mettre la démocratie locale en avant, la bataille pour les services publics, contre l'austérité. On sent les communistes très mobilisés sur cette campagne.

Communistes **ET L'ENJEU DES EUROPÉENNES ?**
I. D. A. : Il y a dans l'opinion une forte défiance par rapport à la construction européenne. Cela ne nous surprend pas, vu les politiques austéritaires qui s'appliquent selon les vœux de la Commission européenne. Nous avons à mener une campagne qui va montrer qu'on est contre le diktat des marchés financiers, contre l'austérité. Nous voulons refonder l'Europe, être en rupture avec les contenus des traités, avec la façon qu'a la Commission de s'ingérer dans les budgets nationaux. On souhaite entrer en campagne rapidement, donner des signes forts en ce sens. La candidature d'Alexis Tsipras, leader de la gauche grecque qui résiste, à la Commission européenne est un bon atout dans cette bataille. Les 3 et 4 février, Tsipras sera à Paris et on va prendre une initiative publique à cette occasion ; en avril, on aura toujours avec lui un temps très fort. On pense qu'il faut accélérer le travail avec le Front de gauche, aussi bien sur les candidatures que sur les textes. Sur les textes, c'est en cours. Sur les candidatures, ça devrait maintenant démarrer. ★

Propos recueillis par Gérard Streiff

— ELECTIONS —

Chefs de file du PCF dans les villes de plus de 20 000 habitants *(suite et fin de la liste)*

01 | Ain • Bourg-en-Bresse > J. LE GLOU • **03 | Allier** • Montluçon > N. DEPRIESTER • Vichy > J. -M. DES GRANGES • **06 | Alpes-Maritimes** • Menton > J. -M. CUCINELLI • **11 | Aube** • Carcassonne > A. CARRAZONI • **13 | Bouches-du-Rhône** • Istres > M. COLSON • **16 | Charente** • Angoulême > N. BALEYNAUD • **17 | Charente-Maritime** • Rochefort > L. BOLLEAU • Saintes > M. CARMOUSE • La Rochelle > B. JLALI • **21 | Côte-d'Or** • Dijon > I. DE ALMEIDA • **22 | Côtes-d'Armor** • Saint-Brieuc > J. -G. LE BERE • **25 | Doubs** • Montbéliard > L. MANIERE • **26 | Drôme** • Montélimar > A. MAZET / R. FARESSSE • **28 | Eure-et-Loir** • Dreux > G. FRAYNAIS • **31 | Haute-Garonne** • Blagnac > M. INDILECATO • **32 | Gers** • Auch > M. DELLAC • **33 | Gironde** • Villenave-d'Ornon > A. MICHIELS • **34 | Hérault** • Frontignan > E. BRINGUIER • Lunel > F. GOT • Agde > F. MARQUIS • Montpellier > R. MONCHARMONT • **37 | Indre-et-Loire** • Joué-lès-Tours > F. PETIT • **38 | Isère** • Saint-Martin-d'Hères > D. QUEIROS • **40 | Landes** • Mont-de-Marsan > A. BACHE • Dax > S. BALAO • **42 | Loire** • Roanne > G. PHILIPPON • **44 | Loire-Atlantique** • Rezé > M. PERNOT • **45 | Loiret** • Orléans > D. TRIPET / M. RICOUD • **51 | Marne** • Reims > C. LATTUADA • **56 | Morbihan** • Lorient > D. ALEXANDRE • Vannes > A. KERVADEC • Lanester > C. RISSEL • **59 | Nord** • Denain > D. AUDIN • Laon > M. BLASCO • Lomme > P. LEMIERE • **62 | Pas-de-Calais** • Béthune > H. TOBO • **63 | Puy-de-Dôme** • Clermont-Ferrand > C. CINEUX • **69 | Rhône** • Rillieux-la-Pape > M. LUCARELLI • **71 | Saône-et-Loire** • Le Creusot > S. DESBROSSES • **72 | Sarthe** • Le Mans > A. HENRY • **73 | Savoie** • Aix-les-Bains > B. ANDREYS • Chambéry > A. LECOLE • **74 | Haute-Savoie** • Annecy > G. RAVACHE • **76 | Seine-Maritime** • Sotteville-lès-Rouen > V. CHRISTOL • Le Petit-Quevilly > A. DELESTRE • Le Grand-Quevilly > B. PREPOLESKI • **77 | Seine-et-Marne** • Savigny-le-Temple > A. BRIARD • **81 | Tarn** • Albi > R. FOISSAC • Castres > G. ROUQUETTE • **83 | Var** • La Seyne-sur-Mer > A. CIVETTINI • **86 | Vienne** • Châtelleraut > P. BARAUDON • Poitiers > P. CORONAS • **91 | Essonne** • Brétigny-sur-Orge > P. CAMO • Gif-sur-Yvette > G. LASCHON • Corbeil-Essonne > B. PIRIOU • Savigny-sur-Orge > M. PLOTTU • Vigneux-sur-Seine > J. SURAT • **92 | Hauts-de-Seine** • Vanves > B. AMOROZ • Suresnes > R. BALENSI • Sèvres > G. CHOBERT • Saint-Cloud > J. -M. GALANO • Boulogne-Billancourt > I. GOITIA • Meudon > B. JASSERAND • **93 | Seine-St-Denis** • Noisy-le-Grand > P. BETUEL • Livry-Gargan > F. BITATSI • Villemomble > D. GALLARD-ZOUGHEBI • Clichy-sous-Bois > G. KLEIN • Rosny-sous-Bois > J. -P. MERCADAL • Noisy-le-Grand > S. MONNIN • **94 | Val-de-Marne** • Maisons-Alfort > A. BERTHELOT • Saint-Maur-des-Fossés > G. DELOCHE • Thiais > P. DURAND • Nogent-sur-Marne > A. FRESKO • Alfortville > J. -N. COIRAULT / C. BIELSA • Le Perreux-sur-Marne > R. SCHMITZ • **95 | Val-d'Oise** • Franconville > M. AUBOIN • Villiers-le-Bel > M. BONNARD • Ermont > R. BOYER • Saint-Ouen-l'Aumône > I. DUCHET • Herblay > S. KAOUA • Deuil-la-Barre > E. PECHOT • Sarcelles > A. PERONNET • Corneilles-en-Parisis > A. QUIOT • Argenteuil > C. SELLIER ★

Le témoin de nos valeurs et de notre conception de la politique



Les finances du Parti ont toujours été une bataille, tant celles-ci sont intimement liées à l'influence et à l'organisation du Parti. A ses ambitions aussi, bien entendu. Il n'y a en effet aucun automatisme, aucune fatalité à ce que les ressources financières du Parti se situent à un tel niveau, au troisième rang de toutes les formations du pays, après le PS et l'UMP, loin devant toutes les autres. Je pense d'ailleurs nécessaire de mieux faire valoir le caractère atypique des finances du PCF, avec une aide publique beaucoup plus faible que les principales autres formations ; une contribution des élus qui n'existe nulle part ailleurs dans cette proportion ; un total de cotisations et de dons des personnes physiques nettement plus élevé que dans les autres partis.

Par exemple en 2012, notre parti a engrangé, sur tout le territoire, plus de 6 millions au titre de la souscription, auxquels il convient d'ajouter 1 million pour les initiatives, les fêtes, le muguet... Il faut saluer la somme d'engagement et de dévouement qui permet de réaliser un tel résultat. Je profite de cet article pour remercier les nombreux souscripteurs qui ont répondu à l'appel de notre secrétaire national lancé en octobre. Grâce à eux, les rentrées de souscription ont sensiblement progressé en 2013.

Nos finances témoignent donc de notre conception de la politique et marquent l'identité de notre parti. Elles sont un argument dans la bataille politique. Dans cette bataille, la cotisation est la mère des batailles, celle qui entraîne notre implantation, la souveraineté des communistes, leur mise en mouvement. C'est aussi celle qui, finalement, détermine toutes les autres rentrées financières. Nous avons besoin de renforcer, de recréer parfois les liens avec les adhérents. C'est une question liée à nos ambitions. Nous le savons, faire cotiser davantage de communistes, c'est favoriser leur mise en mouvement, c'est gagner en proximité dans notre travail politique, quand cette proximité est le lieu essentiel de la bataille idéologique. Dans chacune de nos organisations, agissons pour qu'un objectif soit discuté, adopté et décliné en termes de travail concret. Utilisons tous les leviers pour avancer : nombre de cotisants, niveau des cotisations, généralisation des prélèvements. Pour avancer, il faut en affirmer la volonté. Il faut aussi de la politique et de l'organisation, de l'opiniâtreté et de la méthode. Les progrès dans ce domaine passent notamment, nous le savons, par la mise en place d'animateurs au plus près des territoires où résident et militent les communistes.

Le Conseil national a adopté lors de sa dernière session un budget à l'équilibre. Mais cet équilibre est fragile et ne pourra se réaliser qu'en poursuivant

nos efforts dans le domaine des recettes et en continuant à compresser nos dépenses de gestion, de communication et de personnel.

Lors des vœux, Pierre Laurent notait qu'à presque 100 ans, « *le Parti communiste français est en marche à très belle allure* ». C'est vrai, sans nier la complexité et les incertitudes du contexte politique général, nous sentons un nouveau souffle, une nouvelle ambition dans la définition de notre projet, dans notre activité... et aussi dans la volonté affirmée dans le Parti de restructurer notre organisation. Mesurons combien la bataille financière est, en elle-même, un élément de la structuration et du déploiement de notre activité. Car les finances du Parti ne sont pas un appendice. Elles sont un moyen incontournable de déployer notre bataille politique et, il faut le rappeler, elles sont le témoin de nos valeurs et de notre conception de la politique. ✱

Jean-Louis Le Moing
trésorier du Conseil national

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

PLANÈTE

Syrie : construire ensemble la paix

Pour l'avoir longtemps réclamé, le Parti communiste français ne peut que se réjouir de l'ouverture de la Conférence pour la paix en Syrie sous l'égide de l'ONU. Nous nous félicitons que les autorités françaises s'y soient associées, après avoir misé longtemps sur une « *solution militaire* ». Mais chacun mesure les difficultés pour parvenir à la paix et à une issue politique. Difficile de faire la paix, quand les haines se sont aigüées, devant le sort d'un peuple meurtri par trois ans de guerre, les images insoutenables des victimes civiles des bombardements du régime, des exécutions sommaires des prisonniers par des groupes djihadistes, la détresse de millions de réfugiés et de déplacés dépourvus de tout. Difficile de faire la paix quand, aussi bien le régime de Bachar Al-Assad que ceux de ses opposants qui se sont armés ont, chacun, misé sur la victoire militaire et doivent se résoudre aujourd'hui à s'asseoir à la même table pour parler d'une solution politique avec des visions radicalement antagoniques. Difficile de faire la

paix, quand chacun de leurs alliés cherche, avant tout, à assurer leurs intérêts de puissances régionales, notamment en matière de sécurité, dans un conflit devenu, au fil des mois, un enjeu géopolitique majeur. A ces obstacles, il faut ajouter l'arrogance du régime se présentant comme le bouclier de la lutte contre le terrorisme, niant sa responsabilité dans les massacres, et une opposition divisée d'où sont exclus des courants progressistes et kurdes qu'il serait utile au contraire de rassembler. Pourtant, malgré toutes ces difficultés, il va falloir parvenir à la paix, et trouver un chemin pour construire une autre Syrie, œuvre des Syriens eux-mêmes sans Bachar Al-Assad. En l'état actuel, on peut douter que le seul face à face entre les représentants du régime et l'opposition puisse aller au bout du processus de Genève I, de la recherche d'une transition politique. Si les premières discussions en cours

Chacun mesure les difficultés pour parvenir à la paix et à une issue politique

permettent d'obtenir des cessez-le-feu, des libérations de prisonniers et de la distribution d'aide aux populations civiles, ce serait déjà un grand progrès. Mais se pose aussi la responsabilité des puissances régionales et mondiales engagées de part et d'autre dans ce conflit pour aider à dégager la solution politique. Il faut traiter des questions régionales, dont le conflit en Syrie a été le révélateur et qui concentre toutes les rivalités

politiques, économiques et religieuses dans la région. On est en effet passé d'une lutte populaire pacifique à une guerre civile provoquée par le régime entraînant dans ce sillage meurtrier les pays voisins. Comment agir pour ouvrir un chemin vers la détente et le dialogue, comme cela a été fait pour parvenir à l'accord sur le nucléaire iranien ? C'est une question centrale qui permettrait d'alléger les tensions qui pèsent sur les seules épaules des Syriens. Ainsi,



l'exclusion de l'Iran de Genève II est un exemple à ne pas suivre. Par contre, la France pourrait jouer un rôle utile de médiateur entre toutes ces puissances qui s'affrontent par Syriens interposés. Ses liens privilégiés avec l'Arabie saoudite, le Qatar, le prochain voyage de Hollande en Turquie sont des occasions de débattre du rôle de ces pays pour aider à rechercher le chemin de la détente avec ses voisins, notamment l'Iran. Le chemin de la paix en Syrie passera aussi par un environnement apaisé des tensions régionales. Tout le monde en sera gagnant et les Syriens en premier. ✱

Patrick Margaté
Secteur international PCF
commission Maghreb, Proche et Moyen-Orient

PARTI PRIS

Hollande n'a qu'un seul partenaire : le Medef

Le Président de la République a présenté ses vœux aux forces vives de la nation et aux partenaires sociaux ; l'occasion pour lui de détailler son pacte de responsabilité en faveur de l'emploi.

Les grands perdants de ces annonces sont, une fois encore, les salariés qui vont payer le hold-up patronal sur la solidarité nationale. François Hollande n'a qu'un seul partenaire : le Medef. Le Président a ainsi confirmé les 30 milliards sur trois ans de baisse des cotisations familiales pour les employeurs, une refonte de la fiscalité pour l'aligner sur les pays européens pour 2020, et la simplification, a posteriori, des démarches administratives des entreprises. Quant aux contreparties, le Président de la République a noyé le poisson. Toujours aucun objectif chiffré, notamment en terme de création d'emplois. L'observatoire des contreparties est mort-né. Il est devenu l'observatoire du néant. D'ores et déjà, la mobilisation pour le 6 février s'annonce comme cruciale pour empêcher ce mauvais coup fait au monde du travail.

Olivier Dartigolles,
porte-parole du PCF

Semences paysannes : Une première victoire syndicale

Le PCF salue et soutient l'action de la Confédération paysanne qui a occupé la nuit dernière le GNIS (Groupement national interprofessionnel des semences) pour demander une exception agricole à la loi sur les contrefaçons afin que les paysans ne voient pas leurs récoltes saisies ou détruites à la moindre demande de multinationales. Le gouvernement s'est engagé à présenter un amendement pour surseoir à cette mesure. C'est une première victoire syndicale. Dans les luttes comme au Parlement, les communistes sont mobilisés et font du droit des paysans à utiliser leurs propres semences végétales comme animales un principe, une des conditions pour promouvoir une agriculture paysanne répondant à la satisfaction des besoins humains.

Avec le Front de gauche, notre engagement est total dans la bataille contre la brevetabilité du vivant. Nous appelons les citoyens et leurs élus à la conquête de leur souveraineté alimentaire qui ne peut être livrée aux mains des grands semenciers, intérêts privés et marchés spéculatifs.

Xavier Compain, responsable
Agriculture, pêche, forêt
au PCF

Quand une élection en cache une autre

Les 23 et 30 mars 2014 ne sont pas seulement les dates des 1^{er} et 2^e tours des élections municipales, elles seront aussi, pour la première fois dans l'histoire électorale de notre pays, les jours de l'élection au suffrage universel direct des conseils communautaires dans les communes de plus 1 000 habitants. Cette élection concerne ainsi plus de 51 millions d'habitants de la France métropolitaine, soit plus de 81 % de sa population.

Le fait d'élire au suffrage universel direct les conseils communautaires changeant la nature même des intercommunalités. On passe ainsi d'une coopération intercommunale volontaire de projet à, dans les faits, une strate administrative comprise entre la commune et le département. Cette nouvelle élection prépare la mort de la France des 36 683 communes, des services publics de proximité et de la compétence générale des collectivités territoriales. Sous prétexte de pseudo économies d'échelle et de suppressions de soi-disant doublons, et sous pression des institutions européennes, se profile une véritable contre-révolution administrative qui ambitionne de mettre fin aux maillages communaux et à l'idéal révolutionnaire d'égalité territoriale que représentaient les départements et les cantons depuis le 22 décembre 1789. La Loi métropole votée par l'Assemblée nationale, en catimini, le 19 décembre 2013, conjuguée au chantage d'État aux dotations de financement ostensiblement agité par

François Hollande lors de sa dernière conférence de presse, participe de cette même volonté de destruction méthodique de l'essence révolutionnaire qui fondait la nation française

Une terrible régression démocratique

Sous l'habillage du suffrage universel direct se cache ainsi une terrible régression démocratique. Elle vise à substituer aux principes républicains de solidarité et d'égalité des territoires une concurrence exacerbée entre les territoires et les hommes au seul profit des grands groupes financiers de taille mondiale. Cela aura des conséquences dramatiques sur l'emploi, sur la qualité et l'accessibilité des services publics.

Face à un pouvoir qui joue à l'apprenti sorcier avec ce qui fonde la cohésion territoriale de notre pays, le Front de gauche et notre parti se doivent d'ouvrir un nouveau front de lutte afin que les intercommunalités, malgré la nouvelle loi électorale, continuent à faire avancer et vivre de véritables projets de coopération entre communes pour répondre aux aspirations et aux besoins des populations.

Outre les mobilisations populaires, cela passera bien sûr par l'élection du plus grand nombre possible de conseils communautaires et de vice-présidents ou présidents d'intercommunalité communistes et Front de gauche. C'est pourquoi

le fléchage des conseils communautaires ne doit être en aucun cas la variable d'ajustement des accords de rassemblement de 1^{er} comme de 2^e tours. Notre parti doit au contraire être très vigilant sur sa juste représentation sur la liste des conseils communautaires en position éligible à l'échelle de la commune comme celle de la communauté de communes. Nos sections et cellules d'une communauté de communes, en liaison avec leur fédération, se doivent donc de travailler de concert lors des négociations de 1^{er} tour et de 2^e tour lors des fusions de listes. Ce qui implique de prendre en amont toutes les dispositions nécessaires de liaisons permanentes entre nos sections et cellules concernées. Pour aider chacune et chacun à se retrouver dans la complexité de la nouvelle loi électorale, le secteur Elections du Conseil national du PCF a mis en ligne une boîte à outils à l'adresse Web suivante : <http://secteur-elections.pcf.fr> Chaque élu-e communiste et Front de gauche gagné-e nous rendra plus fort pour organiser, sur tout le territoire national, la résistance à la mise en œuvre de la loi Métropole. Faisons en sorte que partout les citoyens puissent se prononcer démocratiquement et en toute connaissance de cause sur l'organisation territoriale qu'ils souhaitent pour l'avenir de leurs enfants et de leur pays. ✱

Yann Le Pollotec
pour le secteur Elections

Que sais-je ?

Denis Kessler, gourou du Medef et patron d'une compagnie d'assurances qui pèse dans les dix milliards d'euros, vient de se payer les PUF, les Presses universitaires de France. Cette prestigieuse maison d'édition, jusqu'ici coopérative d'auteurs, était la référence française en matière de sciences humaines. On trouve notamment dans son catalogue l'incontournable collection des « Que sais-je ? », manuels de base de générations d'étudiants... On imagine déjà l'envolée prochaine de nouveaux « Que sais-je ? » dans ces PUF medefées. Par exemple, un « Que sais-je ? » sur « Le socialisme » par Gattaz ; sur « L'art moderne » par Bernard Arnault ; sur « L'histoire des médias » par Lagardère ; sur « La famille » par Bouygues ; ou « Le système électoral » par Dassault ; « Le petit commerce » par ME Leclerc ; ou encore « La mafia » par Morry Taylor/Titan. Chacun complètera. ✱

Gérard Streiff

À L'INITIATIVE

Droit à l'avortement

1^{er} février, solidarité européenne avec les femmes espagnoles



Les menaces de suppression du droit à l'avortement en Espagne suscitent partout de la colère et de fortes mobilisations. Dès le 27 décembre, des organisations féministes, des syndicats, des partis de gauche se sont rassemblés devant l'ambassade d'Espagne pour marquer leur solidarité avec les femmes espagnoles et exiger le retrait de ce projet de loi. Depuis, la mobilisation se poursuit. Conformément à leurs engagements, les conservateurs espagnols se sont appuyés sur le rejet du rapport Estrella (PS portugais) sur la santé, les droits sexuels et génésiques pour s'engouffrer dans la brèche et remettre en cause le droit à l'avortement, sauf en cas de viol ou de dangers pour la mère. Ce projet de loi fait suite aux positions du gouvernement polonais qui a abrogé l'IVG il y a trois ans, et d'autres comme ceux d'Irlande, de Malte où de Hongrie. En France, où 130 centres IVG ont été fermés, intégristes et conservateurs sont aussi mobilisés contre les droits des femmes. Ils manifestaient le 19 janvier dernier au nom du « droit à la vie » et se sont déchaînés au Parlement à l'occasion du débat de la loi-cadre sur l'égalité homme/femme. C'est pour éviter de tels retours en arrière que les progressistes de nombreux pays européens appellent à exprimer leur solidarité avec les femmes espagnoles qui seront dans la rue le 1^{er} février. En France, à l'initiative de 60 organisations féministes, syndicales et politiques de gauche, des rassemblements sont programmés dans plusieurs grandes villes. A Paris, une marche partira à 14 heures de la place Joffre pour se rendre à l'ambassade d'Espagne. Dans le cadre des élections municipales et européennes, le PCF entend porter cette question dans la campagne en exigeant la réouverture des centres IVG, l'adoption du rapport Estrella et une législation européenne garantissant les droits des femmes et notamment le droit à la maternité choisie. ✱

Patrice Falguier

Choix des communistes dans les villes de plus de 20 000 habitants

Commune par commune les communistes ont effectué leur choix de rassemblement aux élections municipales. Ils l'ont fait partout, avec la volonté de défendre les mêmes valeurs émancipatrices, la même ambition de construire des rassemblements majoritaires à gauche sur des luttes, des projets et des programmes, afin de redonner le pouvoir aux citoyens et d'organiser la résistance aux politiques d'austérité. Voici, au 23 janvier 2014, l'état des lieux de la concrétisation de ces choix de rassemblement sur les communes de plus de 20 000 habitants :

• Dans 210 (51,47 %) de ces communes, le PCF a décidé de partir à l'élection municipale dans des listes de rassemblement avec entre autres le PS. Parmi elles, 28 seront conduites par un ou une

maire communiste, 119 par un maire socialiste ou issu d'une autre composante de gauche.

• Dans 5 (1,22 %) de ces communes, le Bureau national du PS a validé la présence de listes autonomes face à des maires communistes sortants. Il s'agit de Gardanne (13), Vaulx-en-Velin (69), St-Denis (93), St-Ouen (93) et Chevilly-la-Rue (94).

• Dans 160 (39,21 %) de ces communes, le PCF est à l'initiative de listes avec d'autres forces du FG, sans le PS. Parmi elles, 2 où le maire est communiste ou FASE, 56 où le maire est PS ou issu d'une autre force de gauche.

• Dans 4 (0,98 %) de ces communes, le PCF est seul à l'initiative de listes.

• Dans 5 (1,23 %) de ces communes le débat se poursuit.

• Dans 24 (5,88 %) de ces communes le PCF n'aura pas de candidat. ✱

Fernand Tuil : un hommage plein d'humanité

Jeudi soir, plusieurs centaines de militants de la cause palestinienne se sont retrouvés au siège du Parti communiste pour rendre un dernier hommage à Fernand Tuil, décédé le 24 décembre dernier. Au cours de la soirée, plusieurs orateurs ont évoqué l'homme, le militant et le sens de son combat.

Khaled Yamani (responsable de l'association « Les réfugiés et amis du camp Fe Badawi »)
« Il était un militant acharné de la cause palestinienne. Aujourd'hui, Fernand n'est plus, mais ses idées sont toujours là. »



Leïla Shahid et Isabelle Tordjman,
compagne de Fernand.

Alias Sanbar (ambassadeur de Palestine auprès de l'Unesco)
« Rien ne semblait le détourner de sa passion de la Palestine. Fernand était

un homme libre. C'est en cela qu'il fut un grand militant. »

Leïla Shahid (ambassadrice de Palestine auprès de l'Union européenne, la Belgique et le Luxembourg)
« Citoyen d'honneur de la Palestine, Fernand était aussi citoyen du monde. »

Pierre Laurent (secrétaire national du PCF)
« Cet hommage est le renouvellement de l'engagement du PCF dans la solidarité avec la Palestine. » ✱